

## LA CRISE DE DIRECTION DE LA BOURGEOISIE -

Il faut d'abord noter qu'au moment où l'on assiste à une large radicalisation dans les masses, il ne s'est pas encore développé, en contre-poids, des groupes de type fasciste, ayant une audience plus large que celle des formations fascistes traditionnelles. Mais il y a au sein de l'U.D.R. des éléments qui pourraient à l'avenir s'orienter dans le sens d'un mouvement de type fasciste. D'autre part, il ne faut pas oublier non plus, que l'armée qui fut longtemps la « grande muette » dans la vie politique, a goûté au coup d'Etat, en Mai 1958 et que de Gaulle s'est également tourné vers elle en Mai 1968. Il y a là des dangers potentiels, latents, qui n'ont aucune puissance dans l'immédiat, mais qu'il ne faut pas oublier pour des perspectives à plus long terme.

A présent, de la droite la plus traditionnelle jusqu'au Parti socialiste lui-même, il y a une unanimité pour ne pas retourner à un régime de type IIIème ou IVème République, c'est-à-dire où le Parlement aurait formellement le dernier mot, et pour conserver un régime où l'Exécutif — que ce soit le Président de la République ou le Premier Ministre — trancherait en dernière instance. Le P.C.F., tout en s'y déclarant verbalement opposé, a acquiescé à cette façon de voir en vue de parvenir au programme commun de la gauche qu'il voudrait obtenir.

L'U.D.R., bien qu'ayant une majorité absolue à l'Assemblée Nationale, est à présent fragmentée. On peut y distinguer :

- a) Une aile numériquement faible de nostalgiques de de Gaulle et de la « grandeur », qui réussissent encore à freiner l'abandon d'un certain nombre de marottes de la politique de de Gaulle ;
- b) Une aile encore plus faible de « gaullistes de gauche » qui servaient la démagogie de de Gaulle, mais qui ne présentent actuellement aucun intérêt pour les tenants du pouvoir.
- c) Enfin, les plus nombreux dans l'U.D.R. sont avant tout préoccupés de leur propre avenir, aussi bien personnel que politique.

Pompidou a exprimé, dans un discours prononcé cet été à Strasbourg le souhait que la scène politique se simplifie sous la forme d'une majorité (telle que celle rassemblée autour de l'U.D.R.) et d'une minorité qui se structurerait sur la gauche, autrement dit une sorte de formation centre-gauche (radicaux, socialistes, certains centristes) de façon à assurer qu'il n'y ait pas de place pour un quelconque accord avec le P.C.F.. Ainsi, pourrait être stabilisée la scène politique française. Cette conception d'une polarisation de la politique française, de deux formations susceptibles d'alterner au pouvoir est évidemment une pure vue de l'esprit : jamais il n'a été possible dans l'histoire politique de la France de former une organisation centriste stable, qu'il s'agisse du centre droit ou du centre gauche, même pendant les périodes les plus tranquilles de la IIIème République, pour des raisons inhérentes à la structure même de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. Les transformations qui s'effectuent présentement dans la société française n'ont pas fait disparaître ces conditions objectives.

D'ores et déjà apparaissent les aspirants à la direction de l'Exécutif. Il est bien trop tôt pour prédire ce qu'il adviendra de leurs ambitions — cela ne dépend pas essentiellement d'eux —. Mais leurs démarches présentent l'intérêt d'indiquer les orientations et les perspectives politiques qui s'esquissent dans les milieux politiques de la bourgeoisie.

Giscard d'Estaing est le candidat de ce qui reste des Indépendants, c'est-à-dire de la formation traditionnelle des « notables », d'une droite qui admet la nécessité de procéder à des réformes, mais qui veut le faire dans « l'ordre », en respectant au maximum les vieilles valeurs bourgeoises. Il ne cherche pas à détruire l'U.D.R., probablement parce qu'il ne veut pas jouer à l'apprenti-sorcier, mais il cherche à en réduire considérablement l'importance tant au Parlement que dans le gouvernement.

A gauche, depuis Mai 68, il n'y a plus de figure autour de laquelle il pourrait être question de rassembler cette « gauche » plus fragmentée que jamais. Mitterand est disposé, comme en 1965 à passer un accord avec le P.C.F. car, à la différence de bien des autres, il pense possible d'utiliser le P.C.F. dans le jeu « normal » de la politique bourgeoise. Mais il sait que les conditions présentes ne s'y prêtent pas et il préfère rester un peu en retrait en attendant des circonstances plus favorables.

Au centre, mentionnons Edgar Faure qui ne se commet avec personne, qui n'attaque personne et qui veut ainsi se laisser toutes les portes ouvertes, aussi bien sur la droite que sur la gauche.

Ces candidats pratiquent tous une politique attentiste, ne voulant pas avoir l'air d'aller sur les brisées de Pompidou, dont ils attendent la fin du mandat. Mais il en résulte un vide politique de plus en plus sensible : il n'y a pas une véritable direction au pays.

C'est ce qui a précipité Servan-Schreiber, conscient de ce vide et personnage impatient, à monter sur la scène politique. En dehors de sa conviction de pouvoir faire fructifier dans la politique française les méthodes d'un Kennedy, il n'a pas témoigné d'un dessein précis, mais il s'efforce de miser sur tous les tableaux possibles : il veut à la fois agir sur le plan des partis (et avait à cet effet acheté à bon marché l'enseigne du Parti Radical) et détruire leurs structures (attaques contre les « bureaucraties parisiennes », attaques contre le Parti Socialiste).

Son échec relatif à Bordeaux n'implique pas un échec de la tentative qui vise à créer une nouvelle majorité sans le P.C. contre lui, avec une partie de ses électeurs. Dans l'immédiat, la bourgeoisie n'a pas encore besoin d'une telle solution, mais elle n'est pas non plus disposée à faire obstacle à sa préparation. En effet, en cas de crise grave, la bourgeoisie française ne peut plus utiliser la social-démocratie comme alternative de gauche ; elle ne peut pas non plus faire jouer au P.C. le rôle gouvernemental qu'a joué la S.F.I.O. ; la recherche de la 3ème force (gauche non communiste et centre) reste toujours pour elle un espoir. Dans l'immédiat, tout cela reste aléatoire, tant que la « gauche » non communiste ne réussit pas à trouver un second souffle.

Ces jeux de candidats ont surtout comme intérêt —répétons-le— de montrer les tendances qui se manifestent dans la bourgeoisie. Mais l'évolution de la situation dépendra beaucoup moins des protagonistes actuels ou d'autres aspirants au pouvoir qui se manifesteront dans la bourgeoisie que du développement de la lutte de classe.

C'est dans une telle situation, dominée par une crise de direction et une très forte combativité ouvrière que se développe la politique souvent analysée de répression et d'intégration sélective. En s'efforçant de liquider la C.D.P., c'est-à-dire la frange la plus vulnérable, le pouvoir a créé un certain climat d'accoutumance à la répression qui lui permettra de limiter l'activité des autres groupes. Il dispose aussi d'une épée de Damoclès face aux syndicats, poussant ainsi leurs dirigeants à garder le contrôle de la base pour éviter tout mouvement de grève « sauvage » ou dure, ne rentrant pas dans les normes acceptables.

